

## 15ème législature

|  |  |   |
|--|--|---|
| <b>Question N° :</b><br><b>18636</b>   | De <b>Mme Pascale Fontenel-Personne</b> ( La République en Marche - Sarthe ) | <b>Question écrite</b>  |
| <b>Ministère interrogé</b> > Éducation nationale et jeunesse   |  | <b>Ministère attributaire</b> > Éducation nationale et jeunesse |
| <b>Rubrique</b> > impôts et taxes  | <b>Tête d'analyse</b><br>> Charges des associations employeurs               | <b>Analyse</b> > Charges des associations employeurs.           |
| Question publiée au JO le : <b>09/04/2019</b><br>Date de changement d'attribution : <b>21/05/2022</b><br>Question retirée le : <b>21/06/2022</b> (fin de mandat) |  |   |

### Texte de la question

Mme Pascale Fontenel-Personne attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse sur le fait que les associations employeurs soient redevables de la taxe sur les salaires pour les rémunérations versées à leur personnel. Le droit du travail considère les associations employeurs comme des organisations à but lucratif, au même titre que les entreprises. Elles doivent donc s'acquitter d'une taxe sur les salaires. Et pourtant, les associations ne disposent pas des mêmes moyens que les entreprises en termes de financement et de trésorerie. C'est le cas des petites associations, telles que les clubs sportifs qui n'ont bien souvent qu'un seul salarié et qui ne peuvent s'acquitter des cotisations trop onéreuses, ce qui les contraints souvent à renoncer à l'embauche et ne leur permet pas plus de pérenniser les emplois. Les professionnels rémunérés par les associations représentent des milliers d'emplois en France. Les associations ont su développer une professionnalisation des pratiques et faire croître l'adhésion au projet associatif dans les territoires. De plus, le secteur associatif joue un rôle essentiel dans de nombreux domaines, il favorise le lien social, lutte contre l'exclusion et permet d'animer les territoires ruraux trop souvent confrontés à la désertification. Ainsi, elle l'interroge sur les possibilités d'un allègement total ou partiel de charges patronales auxquelles ces associations sont soumises.